



COMMUNIQUE DE PRESSE – 20 février 2025

Suite du 6^{ème} Congrès national à Saint-Raphaël ➤ **Une délégation d'élus au numérique, conduite par Villes Internet, a remis aujourd'hui ses propositions à Mélodie AMBROISE, Conseillère parlementaire, inclusion numérique et protection de l'enfance en ligne, auprès de Clara CHAPPAZ, Ministre Déléguée chargée de l'Intelligence Artificielle et du Numérique**

Pour un numérique **accessible** à tous, **responsable** face aux enjeux climatiques, **protégé** des risques de cyber-malveillance et **piloté** pour répondre aux enjeux de services publics

C'est un rendez-vous incontournable dans la vie des élus au numérique qui se sont retrouvés pour la 6^{ème} fois dans le Var pour un Congrès national qui fera date par son affluence (plus de 250 élus et agents au numérique), la pluie d'arobases qui a auréolé les collectivités (voir le Palmarès en page 2) et la portée des propositions qui ont été présentées cet après-midi au Gouvernement de François BAYROU.

« Ce Congrès, ce Label, cette association, ne sont pas simplement des événements ou des distinctions. Ils sont l'expression d'une communauté engagée, d'élus et d'agents qui, au quotidien, façonnent un numérique ancré dans la réalité des territoires, accessible et au service de l'intérêt général. Nous sommes fiers, a dit **Mathieu VIDAL**, Président de l'association Villes Internet, maître de conférences en géographie à l'INU Champollion et adjoint au Maire d'Albi, de porter cette dynamique et de continuer, ensemble, à construire un numérique citoyen accessible à tous, partagé par tous, utile à tous. »

Cette 6^{ème} édition, sous le parrainage de **David LISNARD**, Président de l'AMF et Maire de Cannes et avec l'appui de **Frédéric MASQUELIER**, Maire de Saint-Raphaël, a réuni des élus, des agents, des experts et des partenaires autour de débats stratégiques, d'ateliers pratiques et de retours d'expériences concrets dont il résulte aujourd'hui des propositions autour de quatre engagements, pour peser sur les décisions publiques nationales.

Un quatuor d'élus, chefs de file de quatre engagements

Accompagnés de membres experts, ces quatre élus font vivre tout au long de l'année, les chantiers au travers de groupes de travail et de laboratoires constitués de maires, d'élus délégués au numérique et de directions de services des collectivités membres de Villes Internet. Durant le Congrès national, ils ont animé des échanges (atelier / laboratoire / hackathon / exercice) dont résultent des propositions concrètes dévoilées ici.



Carole DÉJEAN-SIMONITI, vice-présidente de Villes Internet, adjointe au maire d'Agen.

Avec Mathieu Filmotte, conseiller municipal délégué au développement numérique à Hérin.

L'ENGAGEMENT

Garantir l'égalité d'accès au numérique. Simplifier l'accès aux services publics, pérenniser les structures de médiation des usages numériques et connecter l'ensemble du territoire national.

LES PROPOSITIONS

Créer l'obligation d'un bilan de compétences sur les enjeux et outils numériques, adapté à la prise de fonction des élus, agents et collaborateurs.

Organiser en conséquence les moyens d'un parcours d'accompagnement et de formation tout au long du mandat ou de la vie professionnelle.



Fabien BENOIT, trésorier-adjoint de Villes Internet, conseiller municipal délégué de Charenton-le-Pont.

Avec Marc Lecerf, trésorier de Villes Internet, maire de Fleury-sur-Orne et Pascal Hureau, adjoint au numérique à Montrouge.

L'ENGAGEMENT

Accompagner la stratégie numérique face à l'urgence climatique. Accélérer la mise en œuvre par les collectivités de leur stratégie numérique responsable, sensibiliser les citoyens, lutter contre les obsolescences et généraliser les usages sobres du numérique.

LES PROPOSITIONS

Accompagner les collectivités pour poursuivre l'identification, la valorisation et la réplication **des actions de sensibilisation à l'empreinte écologique du numérique et aux pratiques sobres de consommation et d'usages numériques.** Soutenir la mise en commun des actions locales pour permettre l'essaimage des projets sur l'ensemble du territoire.



Mathieu VIDAL, président de Villes Internet, maître de conférences en géographie à l'INU Champollion, adjoint au maire d'Albi.

Avec Claude Morin, vice-président de Villes Internet, maire de Nouans, Patrick Trinquier, adjoint au maire de Chevreuse et Serge Rocchi (ci-contre).

L'ENGAGEMENT

Piloter les services numériques avec les collectivités locales. Développer et promouvoir des outils d'aide à la décision, accompagner les démarches de mise en commun des collectivités, prendre en compte l'impact du numérique sur les budgets des collectivités.

LES PROPOSITIONS

S'appuyer sur la co-construction avec les collectivités et leurs structures de représentation, pour **rendre concrète la structuration des filières métiers et compétences**.

Prioriser les besoins de financement visant à **pérenniser les services essentiels dans tous les territoires**.

Accélérer la mise en place d'un socle commun d'outils interopérables pour **garantir l'égalité de tous devant le service public**, tout en facilitant la performance opérationnelle et l'optimisation des comptes publics.



Serge ROCCHI, administrateur de Villes Internet, conseiller municipal de Rueil-Malmaison

Avec Emmanuel Allard, Secrétaire de Villes Internet, maire d'Allonne et Loïc Damiani, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois.

L'ENGAGEMENT

Prévenir et réduire durablement les risques numériques. Accompagner les collectivités sur la question des risques cyber et des responsabilités, la maîtrise de leurs données et la régulation des opportunités de l'intelligence artificielle.

LES PROPOSITIONS

Intégrer la notion de risque cyber dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS et PICS), afin de consacrer les bonnes pratiques de prévention et de gestion de crise, et de **généraliser la diffusion des compétences** et l'accès des collectivités aux dispositifs d'accompagnement nationaux et régionaux.

Les propositions du 6^{ème} Congrès sont le socle de la feuille de route 2024-2026 pour donner aux enjeux du numérique la place qu'ils méritent

« C'est avec et par les élus que nous construisons notre nouvelle stratégie triennale, a souligné **Mathieu VIDAL**, lors du 6^{ème} Congrès, en introduction de sa présentation de la nouvelle offre de valeur d'usages de l'association. Celle-ci s'adresse à nos membres, du village rural jusqu'à l'euro-métropole pour les accompagner dans la maîtrise de leur trajectoire numérique, renforcer les solidarités territoriales, promouvoir des solutions ouvertes et adaptées aux besoins locaux, et continuer à défendre un numérique citoyen et républicain, de service public et garant des droits fondamentaux. »

Les évolutions de l'offre de valeur de Villes Internet seront d'abord visibles dans le programme d'animation auprès des collectivités membres dont **la nouvelle saison des webinaires "C'est pour vous"** qui sera présentée le 27 février : quatre cycles thématiques pour permettre à l'ensemble du réseau d'acteurs publics de synchroniser leur veille et de partager leurs questionnements et projets phares, tout en bénéficiant d'un éclairage expert sur les enjeux nationaux.

Support essentiel du partage d'expérience, **l'Atlaas conçu par Villes Internet** dès 2016 va connaître également des évolutions d'interfaces et de parcours utilisateurs ; avec cette plateforme, les membres disposent de la plus grande base de données d'actions numériques locales françaises. Les évolutions vont outiller les collectivités pour faciliter la curation d'informations sur certains critères de recherche, la mise en commun des réalisations et l'analyse de leur politique publique numérique.

Enfin, c'est aussi dans le cadre de cette feuille de route 2024-2026 qu'un nouveau service permettra aux collectivités, dès le mois prochain, d'**adresser les questions de communication publique** sur les services numériques à destination des citoyens, de valorisation des projets à l'interne comme à l'externe, et de recul stratégique pour penser la transition vers les nouvelles mandatures de 2026.

Un Palmarès qui fait grimper le compteur des labellisés à 5585, en seulement un quart de siècle !

Le jeudi 6 février, Villes Internet a proclamé la liste des collectivités auréolées de 1 à 5 arobases : **226 Territoires, Villes et Villages**, représentant près de 5 millions d'habitants dont 12 territoires*, 169 villes et 45 villages.

(*) EPCI (communautés d'agglomération, communautés de communes, métropoles ou syndicats) regroupant 252 communes soit un total de 478 communes labellisées.

Plus de 15.000 fiches actions et un réseau de plus de 11.000 acteurs publics du numérique



A elles seules, les 226 collectivités territoriales récompensées ont publié 15.424 fiches - dont plus de 3000 identifiées comme nouvelles - décrivant leurs actions de politique publique numérique qu'elles ont accepté, par leur seule candidature au label, de partager librement avec tous, via [la plateforme Atlaas](#) de Villes Internet.

Celle-ci constitue également un réseau d'élus et d'agents publics - plus de 11.000 acteurs - en matière de numérique qui partagent au quotidien leurs expériences, initiatives et bonnes pratiques répertoriées, géolocalisées et classées autour de 16 enjeux de développement du territoire, regroupés en 4 familles : Démocratie & services publics, Vivre ensemble, Partage des connaissances, Création de richesses.

Palmarès 2025 ➤ <https://www.villes-internet.net/site/decouvrez-le-palmares-villes-internet-2025/>

Rendez-vous à Agen, les 29 et 30 janvier 2026, pour le 7^{ème} Congrès national des élus au numérique et la 27^{ème} cérémonie des Labels Territoires, Villes et Villages Internet

A propos de Villes Internet

L'association Villes Internet a pour mission de défendre les valeurs républicaines, de service public et de démocratie locale, dans une société où l'accès à Internet est devenu un droit humain fondamental reconnu par l'ONU.

Villes Internet est une association régie par la loi 1901, à but non lucratif, imaginée par Florence Durand-Tornare dès 1998 et fondée en 2002. Transpolitique, elle rassemble plus de 11.000 élus, agents et acteurs locaux pour le développement de l'Internet citoyen et du numérique urbain dans les territoires.

Historiquement présidée par un universitaire, elle assure ainsi sa neutralité politique et l'approche scientifique de sa mission. Son conseil d'administration est composé d'au moins 11 maires représentatifs de la diversité géographique et politique française. Pour en savoir plus l'association, son conseil d'administration, l'équipe sur <https://www.villes-internet.net/site/qui-sommes-nous/>

Contact Presse : Véronique Massé (agence Isée), 06 23 92 26 35 v.masse@isee-communication.fr

CONGRÈS NATIONAL DES ÉLUS AU NUMÉRIQUE

Les propositions 2025

NOS AMBITIONS

C'est avec et par les élus que l'Association Villes Internet accompagne et construit l'accompagnement des collectivités : pour que le numérique soit accessible à tous, responsable face aux enjeux climatiques, protégé des risques de cybermalveillance, piloté pour répondre aux enjeux de services publics.

Nos ambitions sont de faire vivre nos engagements pour donner aux enjeux du numérique la place qu'ils méritent : pour un numérique plus citoyen, tout au long de la vie.

LES ENGAGEMENTS



Garantir l'égalité d'accès au numérique

#ENGAGEMENT

Garantir et simplifier l'accès aux services publics, pérenniser les structures de médiation des usages numériques et connecter l'ensemble du territoire national.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Carole Déjean-Simoni

Vice-présidente de Villes Internet, adjointe au maire d'Agen (47) au défi numérique et au système d'informations

Avec Mathieu Filmotte, conseiller municipal délégué au développement numérique à Hérin (59)



Accompagner la stratégie numérique face à l'urgence climatique

#ENGAGEMENT

Accélérer la mise en œuvre par les collectivités de leur stratégie numérique responsable, sensibiliser les citoyens, lutter contre les obsolescences et généraliser les usages sobres du numérique.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Fabien Benoit

Trésorier-adjoint de Villes Internet, conseiller municipal délégué de Charenton-le-Pont (94)

Avec Marc Lecerf, trésorier de Villes Internet et maire de Fleury-sur-Orne (14) et Pascal Hureau, adjoint au numérique à Montrouge (92)



Piloter les services numériques avec les collectivités locales

#ENGAGEMENT

Développer et promouvoir des outils d'aide à la décision, accompagner les démarches de mise en commun des collectivités, prendre en compte l'impact du numérique sur les budgets des collectivités.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Mathieu Vidal

Président de Villes Internet, maître de conférences en géographie à l'INU Champollion, adjoint au maire d'Albi (81)

Avec Claude Morin, vice-président de Villes Internet et maire de Nouans (72), Patrick Trinquier, adjoint au maire de Chevreuse (78) et Serge Rocchi, administrateur de Villes Internet et conseiller municipal de Rueil-Malmaison (78)



Prévenir et réduire durablement les risques numériques

#ENGAGEMENT

Accompagner les collectivités sur la question des risques cyber et des responsabilités, la maîtrise de leurs données et la régulation des opportunités de l'intelligence artificielle.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Serge Rocchi

Administrateur de Villes Internet, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (78)

Avec Emmanuel Allard, Secrétaire de Villes Internet et maire d'Allonne (79) et Loïc Damiani, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois (94)

LES PROPOSITIONS DU 6E CONGRÈS NATIONAL DES ÉLUS AU NUMÉRIQUE

Les ateliers organisés pendant le Congrès ont permis aux élus et collaborateurs de partager leurs expériences et projets locaux, tout en échangeant sur les enjeux nationaux avec une vision prospective. Voici les quatre propositions principales retenues pour cette édition 2025.

Garantir l'égalité d'accès au numérique

Atelier « l'inclusion numérique au cœur de ma collectivité : élus, agents et collaborateurs »

La dématérialisation des services publics et la place du numérique dans le quotidien des français entraînent une évolution profonde de la relation à l'utilisateur, alors que 15,4 % des citoyens se trouvent en situation d'illectronisme. Les collectivités constituent un échelon essentiel des politiques d'inclusion numérique, dans un contexte où la pérennisation et la rationalisation des dispositifs reste un défi. Pour accompagner les citoyens en matière d'accès aux démarches en ligne et d'inclusion numérique, pour aborder les enjeux politiques du numérique local, il est indispensable de garantir que les élus, agents et collaborateurs disposent de la culture et des compétences numériques appropriées : au moment de leur prise de poste ou de mandat, et tout au long de la vie professionnelle ou politique.

proposition

« Créer l'obligation d'un bilan de compétences sur les enjeux et outils numériques, adapté à la prise de fonction des élus, agents et collaborateurs. Organiser en conséquence les moyens d'un parcours d'accompagnement et de formation tout au long du mandat ou de la vie professionnelle. »

Piloter les services publics numériques avec les collectivités locales

Laboratoire « Faire mieux avec moins pour tous »

Nous vivons une démultiplication des enjeux numériques et des obligations associées pour les communes, en parallèle d'un contexte budgétaire contraint et d'une transformation accélérée de l'écosystème technologique. Dans ce contexte, les collectivités locales restent l'échelon de proximité avec les citoyens pour mieux diffuser les services publics numériques. Il est donc essentiel d'accompagner le pilotage local et la mise en commun des services publics numériques.

proposition

« S'appuyer sur la co-construction avec les collectivités et leurs structures de représentation, pour rendre concrète la structuration des filières métiers et compétences. Prioriser les besoins de financement visant à pérenniser les services essentiels dans tous les territoires.

Accélérer la mise en place d'un socle commun d'outils interopérables pour garantir l'égalité de tous devant le service public, tout en facilitant la performance opérationnelle et l'optimisation des comptes publics. »

Accompagner la stratégie numérique face à l'urgence climatique

Hackaton « Stratégie pour un numérique sobre »

Les usages numériques ont un poids écologique de plus en plus conséquent : empreinte environnementale, consommation d'énergie, épuisement des ressources. Il appartient aux collectivités de mieux mesurer l'impact environnemental de leurs pratiques numériques, de mobiliser avec pertinence les outils selon l'importance des usages, et d'être le relais local de l'acculturation sur ces enjeux.

Le hackathon organisé lors du Congrès a permis de faire émerger des actions concrètes pour agir en faveur d'un numérique responsable dans les territoires : optimisation des ressources énergétiques, bonnes pratiques d'éco-conception des services et de commande publique, méthodes d'évaluation de l'empreinte écologique du numérique, et acculturation des acteurs. Un "moooc" pour la fonction publique, un éco-bus itinérant pour les habitants, un indice d'empreinte du numérique pour les citoyens, la diffusion des projets inspirants par "l'arobase verte" du Label Villes Internet, ou encore des dispositifs de défis inter-collectivités font partie des nécessaires actions de sensibilisation qui pourraient être soutenues pour un déploiement dans les collectivités.

proposition

« Accompagner les collectivités pour poursuivre l'identification, la valorisation et la réplique des actions de sensibilisation à l'empreinte écologique du numérique et aux pratiques sobres de consommation et d'usages numériques. Soutenir la mise en commun des actions locales pour permettre l'essaimage des projets sur l'ensemble du territoire. »

Prévenir et réduire durablement les risques numériques

Exercice « L'attaque est là »

À l'heure de l'augmentation des risques de cyber-attaque des structures de toute taille, dont les collectivités locales, et de numérisation croissante des activités citoyennes, professionnelles et personnelles, il apparaît comme essentiel de garantir la sécurité des données et des infrastructures de services publics numériques. C'est bien évidemment une question de sécurité nationale, c'est aussi un élément indispensable à la protection de l'identité numérique du citoyen : les enjeux économiques internationaux ne doivent pas conduire à renoncer à la spécificité européenne de protection des données personnelles.

Au-delà des nouvelles obligations à destination des grandes entités, bientôt consacrées par la transposition nationale de la directive NIS 2, les élus au numérique réunis en Congrès ont convenu de l'importance d'inciter et d'accompagner les plus petites entités publiques, communes et intercommunalités, en matière de prévention durable des risques numériques. Si la sécurisation du système d'information est souvent perçue comme une question purement technique, les actions de prévention et de gestion des risques sont bien l'affaire des élus responsables et de l'ensemble des directions métiers de la collectivité : une sensibilisation globale est indispensable pour garantir la prise en compte des aspects communicationnels et juridiques.

proposition

« Intégrer la notion de "risque cyber" dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS et PICS), afin de consacrer les bonnes pratiques de prévention et de gestion de crise, et de généraliser la diffusion des compétences et l'accès des collectivités aux dispositifs d'accompagnement nationaux et régionaux. »